

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 11/10/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STB MATERIAUX – Carrière de Loffre

Lieu dit La CAPETTE
59182 Loffre

Références : 130-V3-2024
Code AIOT : 0007000057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement STB MATERIAUX implanté au Lieu dit La CAPETTE à Loffre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée du 27/02/2024 a été réalisée dans le cadre d'une action de contrôle visant les carrières suivies par l'unité départementale du Hainaut recevant des déchets inertes pour le remblayage ou le recyclage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STB MATERIAUX
- CAPETTE 59182 Loffre
- Code AIOT : 0007000057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une carrière de sable et de limon en cours de remblayage avec des déchets inertes. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 pour une durée de 20 ans. Le tonnage maximal annuel autorisé est de 79 000 tonnes/an pour l'extraction. Le volume maximal extrait autorisé est de 642 700 m³ sur la durée de l'extraction.

L'extraction des substances autorisées, limon et sable, est faite à sec jusqu'au niveau du toit de la nappe des sables tertiaires, puis en fouille noyée sans rabattement de la nappe. Le remblaiement de l'excavation s'effectue à l'aide de la découverte du site et de matériaux inertes exclusivement, provenant d'apports extérieurs contrôlés à l'entrée de la chère. Les déblais acceptés proviennent essentiellement de l'activité du BTP.

L'autorisation d'exploiter d'une durée de 20 ans s'achève au 11/05/24 conformément à l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004.

L'exploitant doit donc, à la date de signature du présent rapport, avoir cessé l'exploitation de la carrière et avoir procédé à la remise en état de cette dernière.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Complétion du registre	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	document préalable à la livraison de déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que :

- L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas d'un site contaminé,
- L'inspection constate que le registre ne comporte pas toutes les informations demandées à l'article 9 de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014,
- Les bordereaux de suivi de déchets ne sont pas correctement remplis et signés.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 3, 7 et 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : Les déchets observés lors de la visite d'inspection sont les suivants <ul style="list-style-type: none">• terres et cailloux (17 05 04)• terres et pierres (20 02 02)• mélange de béton, tuiles et céramiques (17 01 07) Ces déchets sont admissibles dans les installations visées par l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014 sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3. Cependant, l'exploitant dispose bien d'une procédure terrain d'acceptation préalable qui recense l'ensemble des étapes que l'agent terrain doit réaliser lors d'une arrivée de déchets. Il s'agit ici d'une procédure interne et n'est pas prescrite par l'arrêté. Pour les déchets entrants dans les catégories mentionnées dans l'annexe I : <ul style="list-style-type: none">• pour les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement : une bombe permettant d'effectuer le test de la présence de goudron a bien été observée sur place,

mais le test en lui-même n'a pas été effectué car aucun déchargement de ce type de déchets n'a été effectué lors de l'inspection ;

- Pour les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 : l'inspection interroge l'exploitant par sondage sur la livraison de deux lots. L'exploitant présente les 2 bordereaux en lien avec les lots (Ambiances TP et STB). L'inspection constate que les bordereaux ne sont pas correctement remplis, car le code déchet n'est ici pas indiqué dans les 2 cas. De plus, l'adresse du chantier d'Ambiances TP n'est pas indiquée dans le bordereau. L'exploitant a transmis après l'inspection, le 22/03/2024, le bon de commande d'Ambiances TP, le registre de la carrière ainsi que le bordereau complété pour Ambiances TP (le code déchet apparaît bien). Le bon de commande contient bien l'adresse du chantier mais pas le registre où seul la ville est indiquée.

L'inspection constate donc que l'exploitant:

- ne peut pas clairement identifier l'adresse du chantier d'où provient le déchet via le bordereau ;
- ne peut donc pas identifier si les déchets proviennent ou non d'un site contaminé.

L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014, sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N°2 : document préalable à la livraison de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, documents préalables producteur du déchet

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à

<p>l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un document préalable à l'acceptation des déchets de l'exploitant a bien été transmis après l'inspection, le 21/03/2024 et est rédigé de manière à respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel. Le document présenté répond bien à la prescription de l'arrêté Ministériel du 12/12/2014.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°3 : vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle visuel et vérification des documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, un bordereau transmis par le transporteur à l'exploitant a été identifié. Ce bordereau contient:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro de bordereau ; - la date du dépôt ; - le nom du client ; - la localisation du site du client ; - le nom du transporteur ; - l'immatriculation du camion ; - le nom et la signature du transporteur ; - le lieu du site du dépôt de déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le poids net (le poids est estimé en fonction de la taille de la benne) ; - la signature et le nom du client ; - la signature et le nom de l'exploitant de la carrière. <p>La carrière ne disposant pas d'accueil, le camion arrive directement dans la carrière pour la vérification des documents et des déchets par l'agent d'exploitation sur place. Le transporteur transmet au responsable du site le bordereau de suivi du déchet avec les informations</p>

<p>répertoriées conforme à l'article 5 de l'arrêté ministériel. Un contrôle visuel est effectué par le responsable du site avant le déchargement de la benne. Un autre contrôle a lieu une fois le déchargement effectué. Dans le cas où les déchets ne correspondent pas à ce qui est autorisé dans l'arrêté, l'agent sur place refuse le dépôt de déchets et le transporteur repart avec les déchets. Il est alors signalé dans le bordereau que la livraison a été refusée.</p> <p>Les bordereaux inspectés lors de la visite n'étaient correctement complétés : l'adresse du chantier et le type de déchets n'étaient pas indiqués. De plus, l'un des bordereaux n'était pas signé par le transporteur.</p> <p>Les documents présentés par l'exploitant qui concernent les deux derniers chargements de déchets reçus par l'exploitant étaient incomplets. La vérification des documents associés au lot de déchet doit permettre de connaître l'origine du chantier.</p>
<p>L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N°4 : Complétion du registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle visuel et vérification des documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A noter : <i>L'arrêté ministériel du 29 février 2012 mentionné dans la prescription contrôlée a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le responsable du site note dans un registre des déchets entrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du client ;

- Le nom du transporteur ;
- l'immatriculation véhicule ;
- le numéro du bordereau ;
- le type de déchets (B2, remblai, ternaie, déblais, terre végétale) et son code déchet ;
- le poids.

L'inspection constate que l'adresse du chantier n'est pas indiquée dans le registre.

Les terres végétales ne font pas partie des déchets acceptables par l'exploitant au vu de l'arrêté ministériel. L'inspection constate que la liste des déchets potentiellement admis ne concorde pas avec les prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014, sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois